

**Laurence BIARD**  
Directrice des Achats GHT

**Richard FRAS**  
Responsable du département  
Achats Généraux du GHT

**Cellule des Marchés  
Publics**  
02.32.73.35.19  
cellule.marchespublics@ch-  
havre.fr

**Affaire suivie par :**  
**Thomas MEHENNI**  
Achats généraux du GHT

**&**  
**Aurélien Biard**  
Responsable du parc  
automobile

**MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES  
COURANTES ET DE SERVICES**

**LOCATION ET MAINTENANCE "FULL  
SERVICE" DE  
POIDS LOURDS FRIGORIFIQUES**

**Numéro de la consultation : 25DAHL031**

**PROCEDURE D'APPEL D'OFFRES OUVERT**

Selon les articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES  
PARTICULIÈRES (CCAP)**

## Article 1 GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Le Groupement Hospitalier de Territoire Estuaire de la Seine (GHT) dont le Groupe Hospitalier du Havre est l'établissement support, est composé des établissements suivants :

- Groupe Hospitalier du Havre
- Centre Hospitalier Intercommunal Caux Vallée de Seine (Lillebonne)
- Centre Hospitalier Intercommunal des Hautes Falaises (Fécamp)
- Centre Hospitalier de la Risle (Pont-Audemer)
- Centre Hospitalier de Saint Romain de Colbosc
- EHPAD Les Escalles
- EHPAD La Belle Etoile

Selon l'article L. 6132-3 du Code de la santé publique (CSP) introduit par l'article 107 de la Loi de modernisation de notre système de santé n°2016-41 du 26 janvier 2016 « *l'établissement support désigné par la convention constitutive de GHT assure [...] pour le compte des établissements parties au groupement hospitalier de territoire [...] la fonction achats.* »

Pour piloter la fonction achats mutualisée, le Directeur de l'établissement support de GHT exerce, par dérogation, les compétences et les responsabilités dont disposent en propre les directeurs d'établissements parties (article L 6143-7 du CSP). Ainsi, pour ce qui relève de la fonction achats, l'établissement support :

- est chargé de la politique, de la planification et de la stratégie d'achat ainsi que du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants,
- assure la passation des marchés et de leurs avenants, conformément aux dispositions du code de la commande publique,
- est responsable de la signature et de l'exécution des actes juridiques.

Conformément aux dispositions du code de la commande publique, l'établissement partie au GHT assure l'identification et la quantification des besoins, ainsi que l'exécution des marchés publics.

## Article 2 POUVOIR ADJUDICATEUR

|   |   |
|---|---|
| <b>Dénomination :</b><br>GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE  | <b>Direction :</b><br>Direction des Achats du GHT |
| <b>Adresse Siège social :</b><br>BP 24  | <b>CP :</b><br>76 083                             |
| <b>Localité / Ville :</b><br>LE HAVRE   | <b>Pays :</b><br>France                           |
| <b>Téléphone :</b><br>02.32.73.35.19  | <b>Télécopieur :</b><br>02.32.73.44.18            |
| <b>Courrier électronique Cellule des marchés publics (Mail) :</b><br><a href="mailto:cellule.marchespublics@ch-havre.fr">cellule.marchespublics@ch-havre.fr</a> | <b>SIRET :</b> 267 601 714 000 12                 |

## Article 3 OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

### 3.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la location et la maintenance "full service" de véhicules poids lourds frigorifiques pour le Groupe Hospitalier du Havre.

### 3.2 Nomenclature européenne

La ou les classifications principales et complémentaires conformes au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) sont :

|            |  |
|------------|--|
| 60181000-0 | Location de camions                                |
| 60180000-3 | Location de véhicules de transport de marchandises |

### 3.3 Procédure de passation

La présente consultation est lancée sous forme d'un appel d'offre ouvert, en application des articles des articles R. 2124-1 et R. 2124-2 du code de la commande publique.

### 3.4 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre conclu avec un maximum de 275 000€HT en application de l'article R. 2162-4 du code de la commande publique, exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code précité.

### 3.5 Etablissements concernés par cette consultation et lieux d'exécution

Cette procédure d'achat concerne les établissements du groupement hospitalier de territoire suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;

Cependant, le périmètre de la prestation pourrait être étendu par voie d'avenant à un des établissements partie ou à l'ensemble du GHT si de nouveaux besoins apparaissaient en cours de marché.

Lieux d'exécution : Les établissements de santé sont composés de nombreux sites. Le marché dans son ensemble peut être exécuté dans différents services, y compris sur les sites annexes de l'établissement suivants :

- Le Groupe Hospitalier du Havre ;

### 3.6 Décomposition

#### 3.7.1 Allotissement

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

#### 3.7.2 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches optionnelles.

### 3.7 Option

Il n'est pas prévu d'option.

### 3.8 Variante

Les candidats doivent présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation. Les candidats peuvent également proposer une variante conformément aux articles R. 2151-8 et suivants du Code de la commande publique, permettant :

- d'améliorer les flux logistiques,
- de diminuer les coûts (notamment logistiques),
- de conseiller le GHT dans le cadre de plans de progrès,
- de prendre en compte une démarche de développement durable,
- Une amélioration de la configuration des camions en lien avec le besoin du l'établissement de santé

Ces variantes feront l'objet d'un acte d'engagement, d'un bordereau de prix et d'une offre technique distincts de l'offre de base.

## Article 4 DURÉE DU MARCHÉ ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

### 4.1 Durée du marché

Le marché prend effet à compter de sa notification pour une période de 6 ans à réception des véhicules. La durée du marché comprend le temps de commande, fabrication, livraison et mise en place opérationnelle des véhicules en locations, ainsi que leur entretien

## Article 5 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement (ATTRI) et ses annexes éventuelles (dont le bordereau de prix) dûment signés par le titulaire, dont l'exemplaire unique certifié conforme peut former titre en cas de nantissement ;
- Le cas échéant, les documents relatifs à la mise au point du marché ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) dont l'exemplaire unique conservé par le pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- Les avenants éventuels ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics **de fournitures courantes et de services** (CCAG-FCS) en vigueur lors de la remise des offres ;
- Fiches technique des camions
- Conditions de location
- Conditions de l'assurance avec et sans franchises
- Le mémoire technique de l'offre du titulaire ;
- Les bons de commande.

## Article 6 MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

### 6.1 Délais d'exécution

Les délais d'exécution sont de plusieurs natures :

- Les délais de livraison des véhicules. Il court à compter de l'émission du bon de commande.
- Les délais entre chaque visite préventive, selon un calendrier validé par le Groupe Hospitalier du Havre
- Les délais d'intervention et de remise en état.
- Les délais de transmission des comptes rendus d'intervention et autres documents administratifs.

### 6.2 Prolongation des délais

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

### 6.3 Bon de commande

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande où sont stipulés les heures et le lieu de livraison des marchandises. Les bons de commande seront notifiés par le Groupe Hospitalier du Havre au fur et à mesure des besoins. Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le numéro d'immatriculation du véhicule
- le modèle du véhicule concerné ;
- la date de livraison souhaitée ;
- le lieu de livraison du véhicule ;

- le montant du bon de commande ;
- le code service relatif à la facturation via Chorus Pro.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de l'établissement de santé pourront être honorés par le titulaire. Un accusé réception de la commande sera envoyé systématiquement par fax ou par mail à l'établissement de santé concerné indiquant la date de livraison prévue.

#### **6.4 Visite préalable à la finalisation des véhicules neufs**

Sera programmée pendant la préparation des véhicules neufs, une visite préalable des agents du Groupe Hospitalier du Havre avant livraison définitive des véhicules sur site de production, afin de valider tous les points techniques du véhicule. Pour ce faire, le titulaire prendra contact avec Mr Mehenni ou Mr Biard afin d'organiser cet échange.

Thomas Mehenni  
02 32 73 34 45  
[Thomas.mehenni@ch-havre.fr](mailto:Thomas.mehenni@ch-havre.fr)

Aurélien Biard  
02 32 73 58 42  
[Aurelien.biard@ch-havre.fr](mailto:Aurelien.biard@ch-havre.fr)

#### **6.5 Livraisons**

##### **6.5.1 Conditions de livraisons :**

Le livreur devra rester sur place le temps que l'agent technique de l'établissement de santé contrôle le véhicule livré. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

##### **6.5.2 Présentation des véhicules à la livraison**

Le livreur devra rester sur place le temps de contrôle de la marchandise livrée. En cas de départ de celui-ci, l'établissement de santé concerné se réserve le droit de déclarer des litiges de livraisons au titulaire, systématiquement pris en charge financièrement par le fournisseur, sans aucune réclamation possible.

Les véhicules doivent être intacts, en bon état de fonctionnement, exempts de souillures et accompagnés des pièces administratives indispensables (carte grise, immatriculation, etc.) et avec le plein de carburant pour chaque véhicule loué. Pour la présentation des véhicules, un planning sera communiqué par l'un des responsables du service transport afin de maintenir la continuité de l'activité logistique de l'établissement.

A la livraison de chaque véhicule, un rendez-vous devra être planifié avec le responsable du parc auto afin de bénéficier d'une présentation sur site des différentes fonctionnalités du véhicule. Le véhicule devra être accompagné de la « notice constructeur » et de l'ensemble des trousseaux de clefs.

##### **6.5.3 Adresse de livraison**

L'adresse de livraison est la suivante :  
Groupe Hospitalier du Havre - Plateforme logistique  
19 avenue Pierre Mendès France  
76210 MONTIVILLIERS

Prendre RDV avec : Monsieur Aurélien Biard 02 32 73 58 42  
[Aurelien.biard@ch-havre.fr](mailto:Aurelien.biard@ch-havre.fr)

##### **6.5.4 Bon de livraisons ou bon d'intervention :**

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date de livraison
- la référence de la commande

- la quantité , le modèle et l'immatriculation du véhicule livré
- le nom de la personne ayant réceptionné la livraison
- le prix du loyer H.T. & T.T.C. et le montant total H.T. & T.T.C.

Chaque livraison est accompagnée d'un bon de livraison où sont précisés :

- le nom du titulaire du marché et son adresse
- la date d'intervention
- la quantité et la référence des pièces détachées, réparation, nature des intervention de maintenance
- le nom de la personne ayant réceptionné la prestation
- le prix unitaire HT & TTC et le montant total HT & TTC.

Chaque document est établi en deux exemplaires, un bon (où seront portées les anomalies constatées) sera restitué au livreur, signé par le responsable du parc auto de l'établissement de santé.

Le règlement du prestataire sera conditionné par la remise de ce document annoté si nécessaire.

Toutes livraisons non accompagnées d'un bon de livraison comportant ces renseignements obligatoires seront refusées.

## **6.6 Vérifications et Admissions**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par le représentant de l'établissement de santé au moment même de la livraison du véhicules (examen sommaire) conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

Les véhicules devront être conformes aux stipulations du marché.

Si la livraison ou la prestation ne correspond pas qualitativement aux spécifications du marché ou à la commande passée dans les conditions prévues par le marché, elle sera refusée par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant ; elle devra alors être immédiatement remplacée, complétée ou exécutée sur mise en demeure verbale du titulaire du marché ou de son représentant par le Pouvoir Adjudicateur ou son représentant

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur du marché habilité à cet effet qui prendra sa décision dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS. Les livraisons refusées devront être retirées immédiatement. A défaut d'enlèvement immédiat, ces livraisons seront retournées en port dû à l'adresse du titulaire du marché.

Les établissements membres du GHT déclinent toute responsabilité sur la détérioration, la diminution ou la perte de ces marchandises refusées.

## **Article 7 GARANTIE DES PRODUITS ET FOURNITURES**

Conformément aux dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS, la durée de garantie des produits sera au minimum de 1 an

### **7.1 Garantie contre les vices cachés**

La fourniture est garantie par le titulaire du marché contre tout vice caché, c'est-à-dire inapparent à première vue à l'instant de la livraison à condition que le stockage, dans l'Etablissement membre du GHT de l'Estuaire de la Seine, soit conforme aux conditions réglementaires.

En cas de vice caché, la marchandise est remplacée par le titulaire du marché.

### **7.2 Garantie autre que celle des vices cachés**

Le titulaire du marché répond de la qualité des marchandises livrées, sauf négligence(s) ou faute prouvée de l'Etablissement membre du GHT de l'Estuaire de la Seine.

## **Article 8 PRIX DU MARCHÉ**

### **8.1 Caractéristiques des prix**

Les prix unitaires sont réputés comprendre toutes les dépenses, taxes, charges et aléas relatifs à la bonne réalisation du marché à quelque titre que ce soit y compris toutes sujétions particulières découlant de la nature des prestations, de lieux d'exécution, la manutention, l'assurance, le stockage et le transport jusque dans les locaux des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine.

Les prix sont indiqués en euros (€) hors taxe et toutes taxes comprises.

En cas de remise promotionnelle, celle-ci s'appliquera automatiquement sans conclusion d'un avenant.

## 8.2 Révision des prix

Conformément aux articles R. 2112-13 et R. 2112-14 du Code de la commande publique, les prix proposés pour l'ensemble de cette consultation sont révisibles à la hausse ou la baisse, à l'issue de 12 mois d'exécution du marché, puis à chaque date anniversaire de conclusion du contrat.

La révision de prix pourra être effectuée également à l'initiative de pouvoir adjudicateur selon la même échéance de 12 mois.

La demande de révision de prix émanant du titulaire devra être formulée auprès du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier électronique ou papier en recommandé avec accusé de réception, au plus tard 3 mois précédent l'entrée en vigueur de la révision

Le courrier sera adressé à la cellule des marchés du Groupe Hospitalier du Havre :

**GROUPE HOSPITALIER DU HAVRE**

Cellule des marchés publics

55 bis rue Gustave Flaubert

BP 24 76 083 LE HAVRE CEDEX

[cellule.marchespublics@ch-havre.fr](mailto:cellule.marchespublics@ch-havre.fr)

La formule de révision des prix du marché est la suivante :

$$P = P_i \times (V_t/V_i)$$

P : Prix révisé à la date t

P<sub>i</sub> : Prix initial convenu dans le contrat

V<sub>t</sub> : Valeur de l'indice INSEE 010766592 Location et location bail de camions à la date t

V<sub>i</sub> : Valeur de l'indice INSEE 010766592 Location et location bail de camions à la date de référence initiale

En cas de modification ou de remplacement de l'indice choisi, le nouvel indice est de plein droit substitué à l'ancien dans les conditions et selon les coefficients de raccordement publiés et rétroactivement à compter de la date à laquelle l'indice ne pourra plus être appliqué.

En cas de suppression pure et simple de l'indice, il sera retenu un nouvel indice déterminé d'un commun accord entre les parties.

Pour la première révision, la valeur initiale des indices sera celle du mois de la date de remise des offres. Celle des indices finaux, la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

Pour les révisions suivantes, les valeurs des indices à prendre en considération seront celles de la date de révision de l'année n-1 et la dernière valeur connue à la date de révision de l'exercice n.

### 7.2.1 Clause butoir

Après application de la formule de révision ci-dessus, la hausse des prix ne pourra excéder 3% par année.

### 7.2.2 Clause de sauvegarde

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle hausse des prix lorsque cette hausse est supérieure à 4%.

## **Article 9 AVANCE ET GARANTIES FINANCIÈRES**

### **9.1 Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire selon les modalités de l'article R 2191-3 du Code de la commande publique. L'option B du CCAG-FCS est retenue.

Conformément à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 %.

Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME mentionnée à l'article R. 2151-13, du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5%.

Si le titulaire n'a rien indiqué dans l'acte d'engagement, ou si la réponse n'est pas interprétable, le pouvoir adjudicateur considérera que l'avance n'est pas demandée par le titulaire.

Lorsqu'une partie du marché est sous-traitée, l'assiette de l'avance prévue au Code de la Commande Publique, pour le titulaire, au montant correspondant aux prestations lui incombant. Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Les limites fixées dans le Code de la Commande Publique sont appréciées par référence au montant des prestations confiées au sous-traitant tel qu'il figure dans le marché ou dans l'acte spécial.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur.

Le remboursement de cette avance s'effectue selon les modalités prévues dans le Code de la Commande Publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même dans le cas où le sous-traitant ne peut pas ou ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

Le remboursement par le titulaire s'impute sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial

### **9.2 Garanties financières de l'avance**

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

## **Article 10 ASSURANCE**

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché. Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment, durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 11 MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES**

### **11.1 Mode de règlement du marché et modalités de financement**

Le marché sera financé sur fonds propres et les dépenses seront affectées aux budgets d'exploitation des établissements membres du groupement hospitalier de territoire de l'Estuaire de la Seine.

Chaque établissement membre du GHT, dans le cadre de l'exécution du marché, sera facturé conformément aux clauses du présent dossier de consultation, et procèdera pour ce qui le concerne au règlement du service fait.



Les paiements seront effectués par mandat administratif au compte courant du titulaire du marché précisé sur l'acte d'engagement.

Les pénalités éventuelles dont le titulaire du marché pourrait être redevable seront réglées soit par compensation au moyen de retenue sur les paiements à lui faire soit par l'émission d'un titre de recette.

Pour toute question relative au mode de règlement, le titulaire s'adressera directement à l'établissement concerné.

## 11.2 Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG-FCS.

## 11.3 Dématérialisation des pièces administratives

Conformément à l'article L 2192-1 du Code de la commande publique, le titulaire du présent marché transmet ses factures sous forme électronique via Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) sous les codes service de chaque établissement membre du GHT (cf. Annexe du CCAP).

## 11.4 Présentation des demandes de paiements

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les demandes de paiement seront déposées via Chorus Pro, portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier,
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET,
- **le numéro du compte bancaire ou postal,**
- **le numéro du marché,**
- la date de livraison,
- la nature des marchandises livrées et ou les prestations exécutées ;
- le montant hors taxe des produits ou service en question éventuellement ajusté ou remis à jour ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération,
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS, tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché,
- le montant total TTC des produits livrés ou des prestations exécutées,
- la date de facturation,
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.

Les demandes de paiement, établies après service fait, seront adressées à l'établissement de santé concerné au service demandeur.

En cas de co-traitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon l'article 12 du CCAG-FCS.

En cas de sous-traitance :

- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de

l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

## 11.5 Délai global de paiement

Conformément aux articles R 2192-11 du code de la commande publique, les sommes dues en exécution du présent marché seront payées dans un délai de 50 jours à compter de la réception de la demande de paiement par l'établissement de santé concerné. Ce délai n'inclut pas le délai bancaire.

Le délai global de paiement peut être suspendu, conformément à l'article R 2192-27 et suivants du code précité, par l'ordonnateur ou le comptable lorsque des informations nécessaires devront être communiquées par le titulaire du marché.

Si un avenant de transfert est en cours de rédaction, le délai global de paiement est suspendu. Cette suspension prend effet de la date de la demande du titulaire du marché jusqu'à la date de la notification de l'avenant de transfert au titulaire du marché.

Conformément aux articles L 2192-12 et suivants du Code précité, le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans autre formalité pour le titulaire du marché ou le sous-traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires versés par le pouvoir adjudicateur. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

## 11.6 Conditions d'escompte

Le délai de paiement réglementaire est de 50 jours pour les établissements publics de santé. Les fournisseurs sont invités à présenter leurs conditions de paiement anticipé. Ils exposeront quel pourcentage d'escompte peut être appliqué en fonction du délai de paiement à réception de la facture.

## Article 12 PÉNALITÉS

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira sur ses créances, sans mise en demeure préalable des pénalités exposées ci-dessous sur simple constatation :

- Pénalité en cas de retard de livraison ou de remise en état des véhicules :  
**P = 20% du coût de la location sur la durée de retard + fourniture d'un véhicule de remplacement correspondant au besoin au tarif du marché.**
- Pénalité en cas de véhicule non conforme au cahier des charges suite à la livraison :  
**20% du coût de location sur la durée de la remise en conformité du véhicule + fourniture d'un véhicule de remplacement correspondant au besoin au tarif du marché.**
- Pénalité en cas de délai d'intervention de remplacement du véhicule supérieur à une heure :  
**100 € HT par ¼ heure de retard**
- Pénalité en cas de délai de livraison du véhicule relais supérieur à une heure :  
**300€ HT par ¼ heure de retard**
- Pénalité en cas de livraison d'un véhicule relais ne permettant pas d'assurer la livraison :  
**300€ HT commençant 1h après la demande et ensuite par ¼ heure de retard avant livraison d'un véhicule correspondant au besoin.**
- Pénalité en cas d'absence d'interlocuteur suite à un appel pour panne ou autre  
**50 € HT par ¼ heure de retard**
- Pénalité en cas d'absence de suivi ou de retard administratif  
**100 € HT par jour de retard**

- Pénalité en cas de retard du suivi technique sur site par rapport au calendrier  
**100 € HT par jour de retard**
- Pénalité en cas de retard de réparation  
**100 € HT par jour de retard**
- Pénalité en cas de retard de changement de pneumatique  
**100 € HT par jour de retard**
- Pénalité en cas de retard sur le planning d'entretien préventif  
**100 € HT par jour de retard**

Toutes les pénalités sont appliquées sous la responsabilité du Groupe Hospitalier du Havre

L'application des pénalités exposées est laissée à l'appréciation du Groupe Hospitalier du Havre en fonction des justifications apportées par le titulaire du marché. Plusieurs pénalités peuvent être cumulées.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire, qui est admis à présenter ses observations du Groupe Hospitalier du Havre dans un délai de 7 jours à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités s'appliquent quel que soit leur montant.

## **Article 13 EXÉCUTION PAR DÉFAUT**

Dans le cas où le titulaire n'aurait pas exécuté le présent marché selon les modalités du présent dossier de consultation, et si les nécessités de service l'exigent, ce dont les établissements de santé du Groupement Hospitalier de Territoire sont seul juge, la prestation concernée peut être assurée par un autre fournisseur aux frais et risques du titulaire en défaut, sans qu'il soit besoin de le mettre autrement en demeure.

Les frais engagés par les établissements de santé seront déduits d'une facture présentée en paiement au profit du titulaire, ou à défaut, feront l'objet d'un titre de recettes émis à son encontre par les Services Financiers des établissements de santé.

## **Article 14 MODIFICATION DU MARCHÉ**

### **14.1 Avenant**

Le présent marché pourra être modifié par voie d'avenant émanant de la cellule des marchés publics du Groupement Hospitalier de Territoire de l'Estuaire de la Seine, dans les conditions prévues aux articles R. 2194 du Code de la commande publique.

Les modifications en cours de marché pourront notamment porter sur :

- l'ajout, la suspension ou la suppression de prestations ou de services prévus initialement au marché ;
- la modification de la durée du marché ;
- les conséquences d'une évolution réglementaire ou législative entraînant une modification du périmètre du marché ;
- des adaptations techniques éventuelles.
- Ajout de nouveaux véhicules avec des caractéristiques différentes
- Changement concernant la prestation d'assurance

### **14.2 Avenant de transfert**

En cas de changement de dénomination sociale, de statut de la société, ou de rachat, le titulaire du marché doit, impérativement et dans les meilleurs délais, transmettre par écrit les informations nécessaires à la rédaction de l'avenant de transfert, dans le respect de l'article R. 2194-6 du Code de la commande publique.

## Article 15 MARCHÉS NEGOCIÉS DE PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, un marché négocié sans mise en concurrence pourra être attribué au titulaire pour la réalisation de prestations similaires.

Ces marchés ne pourront être passés au-delà d'une période de trois ans à compter de la notification du présent marché.

## Article 16 RÉSILIATION

Seules les stipulations du CCAG-FCS, relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5 %.

D'autre part, en cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2142 et R. 2143 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du code du travail conformément aux articles R. 2143 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

## Article 17 LITIGES

### 17.1 Compétence juridictionnelle

En cas de difficulté sur l'interprétation du présent dossier de consultation, les parties s'efforceront de résoudre leur(s) différend(s) à l'amiable.

En cas de désaccord persistant, le Tribunal administratif de Rouen est seul compétent.

### 17.2 Voies de recours

*Instance chargée des procédures de recours et service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :*

Tribunal administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76005 Rouen

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr), URL : [rouen.tribunal-administratif.fr](http://rouen.tribunal-administratif.fr)

☎ : 02 35 58 35 00 📠 : 02 35 58 35 03

## Article 18 DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

|            |                                 |                                       |
|------------|---------------------------------|---------------------------------------|
| Article 5  | Pièces contractuelles du marché | Dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS  |
| Article 8  | Prix                            | Dérogation à l'article 10 du CCAG-FCS |
| Article 12 | Pénalités                       | Dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS |

Dressé par le pouvoir adjudicateur du GHT de l'Estuaire de la Seine

Au Havre, le 22/10/2025